Spedizione in abbonamento postale

Anno 90° — Numero 245

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 24 ottobre 1949 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 - Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA Abbonamento annuo L. 6024 - Semestrale L. 3516
Trimestrale L. 2012 Un fascicolo L. 30.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale" veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo via Marco Minghetti 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; in Firenze, Via Cavour 46-r; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - Via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 luglio 1949, n. **740.**

Esecuzione della Convenzione Culturale conclusa a Bruxelles, fra l'Italia ed il Belgio, il 29 novembre 1948.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per la pubblica istruzione e per il tesoro;

Decreta :

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione Culturale tra l'Italia ed il Belgio conclusa a Bruxelles il 29 novembre 1948.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto conformemente a quanto stabilito dall'art. 14 della Convenzione.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 luglio 1949

EINAUDI

De Gasperi — Sforza — Gonella — Pella

Visto, *il Guardasigilli* Grassi
Registrato alla Corte dei conti, addì 20 ottobre 1949
Atti del Governo, registro n. 30, foglio n. 44. — Frasca

Convention Culturelle entre l'Italie et la Belgique

Le Gouvernement de la République italienne et le Gouvernement belge, désireux de conclure une convention dans le but de favoriser dans leurs pays respectifs, par une coopération amicale et par des échanges, une compréhension aussi complète que possible des activités intellectuelles, artistiques, et scientifiques ainsi que des façons de vivre de l'autre pays.

Ont en conséquence nommé, dans ce but, des Plénipotentiaires qui, dûment mandatés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Chaque gouvernement contractant s'emploiera de son mieux à assurer la création, dans les Universités ou autres établissements d'enseignement situés sur son territoire, de chaires, cours ou conférences traitant de la langue, de la littérature et de l'histoire du pays de l'autre gouvernement contractant ainsi que de tous autres sujets qui s'y rapportent

Article 2

Chaque gouvernement contractant pourra établir des instituts culturels sur le territoire de l'autre, à condition de se conformer aux dispositions générales de la législation du pays réglant l'établissement de tels instituts. Le terme « institut » comprend les écoles, bibliothèques et filmothèques consacrées aux buts envisagés dans la présente convention.

Article 3

Les gouvernements contractants encourageront l'échange entre leurs territoires de professeurs d'universités, d'autres membres du corps enseignant, d'*étudiants*, de chercheurs scientifiques, d'artistes et de représentants d'autres professions et occupations.

Article 4

Les gouvernements contractants créeront des bourses pour permettre aux nationaux de chacun des deux pays d'entreprendre ou de poursuivre leurs études ou recherches, ou de parfaire leur formation technique dans le territoire de l'autre gouvernement contractant.

Article 5

Les gouvernements contractants encourageront la collaboration la plus étroite entre les sociétés savantes de leurs territoires respectifs en vue d'une assistance mutuelle dans le domaine de l'activité intellectuelle, artistique, scientifique, civique et sociale.

Article 6

Les gouvernements contractants étudieront les conditions dans lesquelles pourra être reconnue l'équivalence des examens subis — en vue de la collation des grades universitaires ou de l'admission à ceux-ci — dans le territoire de l'un des pays, avec les épreuves qui y correspondent dans l'autre.

Article 7

Chaque gouvernement contractant encouragera l'institution de cours de vacances, destinés au personnel universitaire, au personnel d'autres établissements,

d'enseignement, aux étudiants et élèves *a*) d'un des pays sur le territoire de l'autre, et *b*) inversement de ce dernier pays sur le territoire du premier.

Article 8

Afin d'activer la collaboration culturelle et professionelle, les gouvernements contractants encourageront, au moyen d'invitations et de subsides, les visites réciproques de groupes choisis.

Article 9

Les gouvernements contractants encourageront la coopération entre leurs organisations de jeunesse reconnues, ainsi qu'entre les organisations nationales d'éducation orientées vers les études.

Article 10

Les gouvernements contractants se prêteront assistance mutuelle afin d'assurer dans chaque pays une meilleure connaissance de la culture de l'autre, au moyen :

a) de livres, périodiques et publications, de reproductions d'œuvres d'art ;

b) de conférences et concerts ;

c) d'expositions de beaux arts de manifestations similaires ;

d) de représentations dramatiques ;

e) de la radiodiffusion, des films, d'enregistrements et d'autres moyens mécaniques.

Article 11

Il sera constitué, en vue de l'application de la présente convention, une Commission Mixte permanente, comprenant six membres, qui ne devront pas nécessairement posséder tous la qualité de fonctionnaire. Cette Commission comprendra deux sections de trois membres chacune, l'une composée de membres italiens et siègeant à Rome, l'autre composée de membres belges et siègeant à Bruxelles. Le Ministère des Affaires Etrangères d'Italie d'accord avec le Ministère italien de l'Instruction Publique nommera les membres de la section italienne, et le Ministère belge de l'Instruction Publique, d'accord avec le Ministère belge des Affaires Etrangères, désignera ceux de la section belge. Chaque liste sera transmise pour approbation à l'autre gouvernement contractant, par la voie diplomatique.

Article 12

Les deux sections de la Commission Mixte permanente se réuniront en séance plénière chaque fois qu'il sera nécessaire, et au moins une fois par an, alternativement en Italie et en Belgique. Ces séances plénières de la Commission seront présidées par un septième membre, qui sera le Ministre Italien des Affaires Etrangères, lorsque la séance se tiendra en Italie et le Ministre Belge de l'Instruction Publique, lorsque la séance se tiendra en Belgique.

Article 13

1) Une des premières tâches de la Commission Mixte sera d'élaborer, au cours d'une séance plénière, des propositions détaillées destinées à faciliter l'application de la présente convention. Elle examinera notamment la possibilité d'accorder l'exemption réciproque de toute taxe pour les établissements établis ou à créer en application de l'article 2 de la présente convention. Après approbation par les gouvernements contractants, ces propositions seront considérées comme une annexe de la présente convention. L'approbation par les gouvernements contractants sera notifiée par un échange de notes.

2) Par la suite, la Commission Mixte procédera à un examen des résultats de la convention, et proposera aux gouvernements contractants d'apporter à l'annexe toute modification qu'elle jugera nécessaire.

3) Entre les réunions de la Commission Mixte permanente, des modifications, à cette annexe pourront également être proposées par l'une des sections, sous réserve de l'accord de l'autre.

4) Les modifications à l'annexe entreront en vigueur après approbation par les gouvernements contractants. Cette approbation sera notifiée par un échange de notes.

Article 14

La présente convention sera ratifiée. L'échange des instruments de ratification aura lieu à Rome. La convention entrera en vigueur le quinzième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification.

Article 15

La présente convention restera en vigueur pour une période de cinq ans au moins. Par la suite, si elle n'a pas été dénoncée par un des gouvernements contractants, au moins six mois avant l'expiration de cette période, elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période de six mois qui suivra la date à laquelle l'un ou l'autre des gouvernements contractants aura notifié sa dénonciation.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le vingt-neuf novembre 1948.

Pour l'Italie — PASQUALE DIANA

Pour la Belgique — SPAAK

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 agosto 1949, n. 741.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione in parrocchia della Vicaria curata di Santa Maria La Stella, in frazione omonima del comune di Aci Sant'Antonio (Catania).

N. 741. Decreto del Presidente della Repubblica 3 agosto 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Acireale in data 8 settembre 1935, integrato col successivo decreto 7 ottobre 1948, relativo all'erezione in parrocchia della Vicaria curata di Santa Maria La Stella, in frazione omonima del comune di Aci Sant'Antonio (Catania).

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 ottobre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 agosto 1949, n. 742.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione in parrocchia della Cappellania di Maria SS.ma Assunta in Cielo, in frazione Campolungo del comune di Ascoli Piceno.

N. 742. Decreto del Presidente della Repubblica 21 agosto 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto del Vescovo di Ascoli Piceno in data 26 febbraio 1942, integrato con postilla 28 agosto 1943, relativo all'erezione in parrocchia della Cappellania di Maria SS.ma Assunta in Cielo, in frazione Campolungo del comune di Ascoli Piceno, e il Beneficio parrocchiale stesso viene autorizzato ad accettare la donazione disposta a suo favore dalla Confraternita del SS.mo Sacramento, in Campolungo di Ascoli Piceno, consistente in un appezzamento di terreno con casa colonica, situato in contrada « Le Verruche » della frazione Campolungo, valutato L. 105.100.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 14 ottobre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 agosto 1949, n. 743.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Santa Maria del Divino Amore, in contrada « Zia Lisa » del comune di Catania.

N. 743. Decreto del Presidente della Repubblica 21 agosto 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Arcivescovo di Catania in data 26 agosto 1946, integrato con due postille di cui la prima di pari data e la seconda in data 21 febbraio 1949, relativo all'erezione della parrocchia di Santa Maria del Divino Amore, in contrada « Zia Lisa » del comune di Catania.

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 ottobre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° settembre 1949, n. 744.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione in parrocchia della Vicaria curata della Beata Maria Vergine di Caravaggio, in frazione Pracorno del comune di Rabbi (Trento).

N. 744. Decreto del Presidente della Repubblica 1° settembre 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Arcivescovo di Trento in data 2 agosto 1943, integrato con dichiarazione 4 agosto 1949, relativo all'erezione in parrocchia della Vicaria curata della Beata Maria Vergine di Caravaggio, in frazione Pracorno del comune di Rabbi (Trento).

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 ottobre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 1° settembre 1949, n. 745.

Dichiarazione formale dei fini della Confraternita del SS.mo Sacramento, in Serravalle del Chienti (Macerata).

N. 745. Decreto del Presidente della Repubblica 1° settembre 1949, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene provveduto alla dichiarazione formale dei fini della Confraternita del SS.mo Sacramento, in Serravalle del Chienti (Macerata).

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 ottobre 1949

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 4 agosto 1949.

Costituzione del Comitato per la perequazione delle pensioni.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Vista la legge 29 aprile 1949, n. 221, sull'adeguamento di pensioni ordinarie al personale civile e militare dello Stato;

Ritenuta la necessità di provvedere, a sensi dell'art. 17 della legge stessa, alla costituzione di un Comitato per la perequazione delle pensioni;

Vista la nota 31 maggio 1949, n. 3042/S.C., con cui il Presidente della Corte dei conti designa quale presidente del Comitato in parola il presidente di sezione dott. Fulberto Vivaldi, quali membri effettivi i consiglieri dott. Pietro D'Angelo e dott. Filippo Argento e, quali membri supplenti i primi referendari dott. Calogero Fiandaca e dott. Michele Lubrano di Ciccone;

Vista la nota 24 giugno 1949, n. 136240, con cui il Ministro per il tesoro designa quali membri effettivi il dott. Salvatore Prosperi ed il dott. Romolo Flores e, quali membri supplenti il dott. Edmondo Sarao ed il dott. Gino Baita;

Vista la nota 16 luglio 1949, n. 21533/122/S/40, con cui il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale designa, quali rappresentanti delle Associazioni sindacali interessate in seno al Comitato, i membri effettivi comm. Vincenzo Iacobacci, già ispettore capo delle Ferrovie dello Stato e l'avv. Valentino Caligaris, già avvocato generale dello Stato ed i membri supplenti colonnello Luigi Parrella e dott. Giovanni Montefusco, già ispettore capo della Ragioneria generale dello Stato;

Decreta:

Il Comitato per la perequazione delle pensioni di cui all'art. 17 della legge 29 aprile 1949, n. 221, è così costituito:

Presidente:

Vivaldi dott. Fulberto, presidente di sezione della Corte dei conti.

Membri effettivi:

D'Angelo dott. Pietro e Argento dott. Filippo, consiglieri della Corte dei conti, designati dal Presidente della Corte dei conti;

Prosperi dott. Salvatore e Flores dott. Romolo, designati dal Ministro per il tesoro;

Iacobacci comm. Vincenzo e Caligaris avv. Valentino, designati dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale.

Membri supplenti:

Fiandaca dott. Calogero e Lubrano dott. Michele di Ciccone, primi referendari, designati dal Presidente della Corte dei conti,

Sarao dott. Edmondo e Baita dott. Gino, designati dal Ministro per il tesoro;

Parrella col. Luigi e Montefusco dott. Giovanni, designati dal Ministro per il lavoro e la previdenza sociale.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 4 agosto 1949

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 23 agosto 1949
Registro Presidenza n. 28, foglio n. 241. — DE LIGUORO

(4132)

DECRETO MINISTERIALE 30 settembre 1949.

Ripristino in Torino del funzionamento della Sezione della stazione sperimentale per l'industria delle pelli e delle materie concianti, con sede in Napoli.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il decreto luogotenenziale 27 ottobre 1918, n. 1905, che istituisce la Stazione sperimentale per l'industria delle pelli e delle materie concianti, con sede in Napoli;

Visto il regio decreto 29 giugno 1922, n. 1126, che istituisce in Torino una sezione della Stazione sperimentale per l'industria delle pelli e delle materie concianti, annessa all'Istituto per le industrie del cuoio;

Visto il regio decreto 31 ottobre 1923, n. 2523, sul riordinamento dell'istruzione industriale ed il relativo regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1924, n. 969;

Visto il regio decreto-legge 17 giugno 1928, n. 1314, che dispone il passaggio delle scuole e degli istituti di istruzione tecnica professionale dalla dipendenza dell'allora Ministero dell'economia nazionale a quella del Ministero della pubblica istruzione, lasciando alla dipendenza del primo le istituzioni sperimentali, le stazioni ed i laboratori autonomi anche se annessi a scuole;

Ritenuto che con nota 28 maggio 1937, n. 4662, del cessato Ministero delle corporazioni venne disposta, a partire dal 1° luglio 1937, la sospensione del funzionamento della sezione di Torino della Stazione sperimentale per l'industria delle pelli e delle materie concianti;

Considerata l'opportunità di riattivare il funzionamento della sezione di Torino della Stazione sperimentale anzidetta attese le ripetute richieste delle organizzazioni degli industriali;

Visti gli impegni assunti dal Comune e dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Torino, nonchè dagli industriali del ramo ai sensi del regio decreto 31 ottobre 1923, n. 2523;

Vista la convenzione fra la città di Torino, l'Istituto tecnico industriale per il cuoio di Torino e la Stazione sperimentale per l'industria delle pelli e delle materie concianti in Napoli, approvata dal Ministero dell'industria e del commercio e da quello della pubblica istruzione, rispettivamente con le note 29 aprile 1949, n. 651259 e 1° luglio 1949, n. 2997 con la quale vengono messi a disposizione i locali per il funzionamento della sezione di Torino;

Decreta:

A partire dal 1° ottobre 1949 è ripristinato in Torino il funzionamento della sezione della Stazione sperimentale per l'industria delle pelli e delle materie concianti, con sede in Napoli.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 30 settembre 1949

p. *Il Ministro*: CAVALLI

(4072)

DECRETO MINISTERIALE 6 ottobre 1949.

Svincolo del fondo di dotazione della Cassa di risparmio di Puglia, con sede in Bari, depositato presso l'istituto di emissione.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il testo unico approvato con regio decreto 25 aprile 1929, n. 967;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il proprio decreto in data 6 agosto 1949, con il quale è stata istituita in Bari una Cassa di risparmio con la denominazione di « Cassa di risparmio di Puglia » ed è stato approvato il relativo statuto;

Ritenuta l'urgenza;

Decreta:

E' consentito lo svincolo del fondo di dotazione della Cassa di risparmio di Puglia, con sede in Bari, depositato presso l'istituto di emissione.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 6 ottobre 1949

Il Ministro: PELLA

(4173)

DECRETO MINISTERIALE 10 ottobre 1949.

Nomina del presidente e del vice presidente della Cassa di risparmio di Puglia, ente morale con sede in Bari.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il proprio decreto in data 6 agosto 1949, con il quale è stata istituita in Bari una Cassa di risparmio con la denominazione di « Cassa di risparmio di Puglia » ed è stato approvato lo statuto del nuovo Ente;

Considerato che occorre provvedere alla nomina del presidente e del vice presidente della suddetta Azienda;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

I signori sen. avv. Nicola Angelini e Del Balzo di Presenzano Francesco sono nominati rispettivamente presidente e vice presidente della Cassa di risparmio di Puglia, ente morale con sede in Bari, per la durata prevista dalle norme statutarie e con decorrenza dal giorno di pubblicazione del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 10 ottobre 1949

Il Ministro: PELLA

(4174)

DECRETO MINISTERIALE 12 ottobre 1949.
Rientro in sede della Pretura di Pontassieve.

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA
D'INTESA CON
I MINISTRI PER L'INTERNO E PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 10 maggio 1943, n. 360;
Visto il regio decreto-legge 13 marzo 1944, n. 78;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;
Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 luglio 1947, n. 1143;

Decreta:

Art. 1.

La Pretura di Pontassieve, temporaneamente trasferita nel comune di Figline Valdarno, ritorna dal 20 ottobre 1949 nel comune di Pontassieve.

Art. 2.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana ed andrà in vigore il giorno successivo alla pubblicazione stessa.

Roma, addì 12 ottobre 1949

Il Ministro per la grazia e giustizia
GRASSI

Il Ministro per l'interno
SCELBA

Il Ministro per il tesoro
PELLA

(4196)

DECRETO MINISTERIALE 15 ottobre 1949.
Proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Pistoia.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1235;
Visto l'art. 2543 del Codice civile;
Visto il decreto Ministeriale 1° agosto 1949, concernente proroga della gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Pistoia e nomina del commissario governativo in persona del dott. Luigi Quercioli;
Attesa la necessità di ordine tecnico di prorogare la gestione straordinaria del Consorzio stesso;

Decreta:

La gestione straordinaria del Consorzio agrario provinciale di Pistoia è prorogata fino al 31 dicembre 1949 ed il dott. Luigi Quercioli è confermato fino a detto termine nell'incarico di commissario governativo coi poteri di cui all'art. 24 del decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1235, e con carico di sottoporre alla preventiva cognizione del Ministero dell'agricoltura e delle foreste ogni eventuale atto di disposizione.

Roma, addì 15 ottobre 1949

Il Ministro SEGNI

(4163)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione all'Opera nazionale per la protezione della maternità ed infanzia ad accettare la donazione di un terreno in Padova.

Con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica in data 5 ottobre 1949, l'Opera nazionale per la protezione della maternità ed infanzia viene autorizzata ad accettare la donazione di un'area di mq. 56, del valore stimato di L. 168.000, disposta dal comune di Padova con deliberazione n. 7 del 7 febbraio 1949, debitamente approvata dall'autorità tutoria.

(4090)

Autorizzazione all'Opera nazionale per la protezione della maternità ed infanzia ad accettare la donazione di un terreno disposta dal comune di Imola.

Con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica in data 4 ottobre 1949, l'Opera nazionale per la protezione della maternità ed infanzia viene autorizzata ad accettare la donazione in suo favore disposta dagli eredi del marchese Pio Rosselli del Turco, di un'area di terreno di mq. 3233 ed a permutare il terreno stesso con altro offerto dal comune di Imola di mq. 3206, parimente stimati in L. 2.063.900.

(4091)

Autorizzazione all'Opera nazionale per la protezione della maternità ed infanzia ad acquistare un terreno sito in Teramo.

Con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica in data 5 ottobre 1949, l'Opera nazionale per la protezione della maternità ed infanzia viene autorizzata ad acquistare dall'Amministrazione provinciale di Teramo, un terreno di mq. 1867,30, per il prezzo di L. 1.868.935, da servire per il completamento della Casa della Madre e del Bambino di Teramo giusta alienazione disposta dall'Amministrazione stessa con deliberazioni divenute esecutive.

(4092)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di patologia speciale medica e metodologia clinica presso la Facoltà di medicina e chirurgia della Università di Milano.

Ai sensi dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di medicina e chirurgia dell'Università di Milano, è vacante la cattedra di patologia speciale medica e metodologia clinica, cui la Facoltà competente intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti a detto trasferimento dovranno presentare le proprie domande entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* direttamente al preside della Facoltà interessata.

(4188)

Vacanza della cattedra di istituzioni di diritto privato presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Palermo.

Ai sensi dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Palermo, è vacante la cattedra di istituzioni di diritto privato, cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande direttamente al preside della Facoltà entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

(4189)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Costituzione della zona venatoria di ripopolamento e cattura di Perrero e Massello (Torino)

Per il periodo 1° settembre 1949-31 agosto 1952, i fondi siti nei comuni di Perrero e Massello (Torino), della estensione di ettari 700 circa, delimitati dai confini sotto indicati, sono costituiti in zona di ripopolamento e cattura.

Confini: strada provinciale Perosa-Perrero-Praly, dal ponte Battarel km. 3 da Perosa fino al bivio della strada di Massello; strada di Massello fino alla borgata Roberts indi seguendo la mulattiera che sale in senso contrario e passa per la borgata Porte di Massello, Quins, Bocetto, Serre, Baissa, Ribetti, Traverse, Mortaria, Villa Secca, Superiore, Combacrosa, Bastia del comune di Perrero, tornando a congiungersi con la strada provinciale Perosa-Perrero Praly al ponte Battarel.

(4138)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 216

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 24 ottobre 1949

	Dollaro	Franco svizzero
Borsa di Bologna	626,25	144 —
» Firenze	625,50	144 —
» Genova	625 —	143,75
» Milano	625,125	144 —
» Napoli	625 —	143,50
» Roma	624,875	143,80
» Torino	625 —	144 —
» Trieste	626,375	144,25
» Venezia	626 —	144 —

Media dei titoli del 24 ottobre 1949

Rendita 3,50 % 1906	78,65
Id. 3,50 % 1902	73 —
Id. 3 % lordo	50 —
Id. 5 % 1935	99,70
Redimibile 3,50 % 1934	76,20
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	75,20
Id. 5 % (Ricostruzione)	95,925
Id. 5 % 1936	96,175
Buoni del Tesoro 5 % (15 febbraio 1950)	99,60
Id. 5 % (15 settembre 1950)	99,60
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	99,575
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	99,575
Id. 5 % (15 aprile 1951)	100,475
Id. 4 % (15 settembre 1951)	97,80
Id. 5 % convertiti 1951	100,20

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 24 ottobre 1949:

1 dollaro U.S.A.	L. 625 —
1 franco svizzero	» 143,90

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,71	per franco belga
Francia	» 1,81	» franco francese
Svizzera (c/spese portuali, transito, trasferimenti vari e c/ compensazione extra compensazione)	» 145 —	» franco svizzero

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice per il concorso al posto di direttore presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Vercelli.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto in data 3 giugno 1948, n. 51821/20400.12.88, con il quale veniva nominata la Commissione giudicatrice per il concorso interno per titoli ed eami al posto di direttore presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Vercelli;

Vista la lettera del Prefetto di Vercelli in data 13 settembre 1949, con la quale veniva comunicato l'improvviso decesso del vice prefetto vicario dott. Massimo Ferreri, presidente della Commissione giudicatrice per il concorso in parola;

Decreta:

Il vice prefetto dott. Enrico Buono è nominato presidente della Commissione giudicatrice per il concorso interno per titoli ed esami al posto di direttore presso il reparto medico-micrografico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Vercelli, in sostituzione del vice prefetto dott. Massimo Ferreri.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura di Vercelli.

Roma, addì 26 settembre 1949

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(4096)

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice per il concorso al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Vercelli.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il proprio decreto in data 16 ottobre 1948, n. 48247/20400.12.88, con il quale veniva nominata la Commissione giudicatrice per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale di igiene e profilassi di Vercelli;

Vista la lettera del Prefetto di Vercelli in data 13 settembre 1949, con la quale si comunicava l'improvviso decesso del vice prefetto vicario dott. Massimo Ferreri, presidente della Commissione giudicatrice per il concorso in parola;

Decreta:

Il vice prefetto dott. Enrico Buono è nominato presidente della Commissione giudicatrice per il concorso pubblico per titoli ed esami al posto di assistente presso il reparto chimico del Laboratorio provinciale d'igiene e profilassi di Vercelli, in sostituzione del vice prefetto vicario dott. Massimo Ferreri.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura di Vercelli.

Roma, addì 26 settembre 1949

L'Alto Commissario: COTELLESSA

(4097)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Risultati del concorso per titoli e per esami a sedici posti di esperto di 4ª classe in prova (grado 11°, gruppo B) nel ruolo tecnico degli Istituti di sperimentazione agraria, indetto con decreto Ministeriale 14 febbraio 1948.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 14 febbraio 1948, registrato alla Corte dei conti il 14 aprile 1948, registro n. 10, foglio n. 227, pubblicato nel supplemento ordinario n. 2 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 106 del 7 maggio 1948, con il quale, a termini dell'art. 83 del regio decreto 29 maggio 1941, n. 489, e dell'articolo unico del decreto del Capo provvisorio dello Stato 22 agosto 1947, n. 1057, è stato indetto un concorso interno per titoli e per esami a sedici posti di esperto di 4ª classe in prova (grado 11°, gruppo *B*) nel ruolo tecnico degli Istituti di sperimentazione agraria di questo Ministero;

Visto il decreto Ministeriale 21 marzo 1949, registrato alla Corte dei conti il 9 giugno 1949, registro n. 18, foglio n. 340, relativo alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso predetto;

Visto il decreto Ministeriale 16 marzo 1949, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 71 del 28 marzo 1949, con il quale è stato fissato il diario delle prove scritte di esame;

Visti gli atti della precitata Commissione giudicatrice e riconosciuta la regolarità del procedimento seguito;

Visto l'art. 44 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, e l'art. 10 del bando del concorso;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso interno per titoli e per esami a sedici posti di esperto di 4ª classe in prova (grado 11°, gruppo *B*) nel ruolo tecnico degli Istituti di sperimentazione agraria di questo Ministero, citato nelle premesse:

1.	Carullo Mario	punti	24,26	su 30
2.	Celoti Giovanni	»	21,18	»
3.	La Stella Giuseppe	»	20,43	»
4.	Chieppa Luigi	»	20,06	»
5.	Di Fonzo Antonio	»	19,91	»
6.	Spada Carlo	»	18,88	»
7.	Casabene Renato	»	18,45	»
8.	Di Trento Domenico	»	17,50	»
9.	Nardi Vittorio	»	16,40	»
10.	Mainenti Santo	»	14,90	»

Art. 2.

Sono dichiarati vincitori dei posti messi a concorso, sei dei quali rimangono scoperti, i signori:

1. Carullo Mario
2. Celoti Giovanni
3. La Stella Giuseppe
4. Chieppa Luigi
5. Di Fonzo Antonio
6. Spada Carlo
7. Casabene Renato
8. Di Trento Domenico
9. Nardi Vittorio
10. Mainenti Santo

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 22 giugno 1949

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 30 settembre 1949
Registro Agricoltura e foreste n. 30, *foglio n.* 38. — GIORDANO

(4182)

Risultati del concorso per titoli e per esami a diciotto posti di esperto di 4ª classe in prova (grado 11°, gruppo B) nel ruolo tecnico dell'agricoltura, indetto con decreto Ministeriale 14 febbraio 1948.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 14 febbraio 1948, registrato alla Corte dei conti il 14 aprile 1948, registro n. 10, foglio n. 227, pubblicato nel supplemento ordinario n. 2 alla *Gazzetta Ufficiale* n. 106 del 7 maggio 1948, con il quale, a termini dell'articolo 83 del regio decreto 29 maggio 1941, n. 489, e dell'articolo unico del decreto del Capo provvisorio dello Stato 22 agosto 1947, n. 1057, è stato indetto un concorso interno per titoli e per esami a diciotto posti di esperto di 4ª classe in prova (grado 11°, gruppo *B*) nel ruolo tecnico dell'agricoltura di questo Ministero;

Visto il decreto Ministeriale 21 marzo 1949, registrato alla Corte dei conti il 9 giugno 1949, registro n. 18, foglio n. 336, relativo alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso predetto;

Visto il decreto Ministeriale 16 marzo 1949, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 71 del 28 marzo 1949, con il quale è stato fissato il diario delle prove scritte di esame;

Visti gli atti della precitata Commissione giudicatrice e riconosciuta la regolarità del procedimento seguito;

Visto l'art. 44 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960 e l'art. 10 del bando del concorso;

Decreta:

Art. 1.

E' approvata la seguente graduatoria di merito del concorso interno per titoli e per esami a diciotto posti di esperto di 4ª classe in prova (grado 11°, gruppo *B*) nel ruolo tecnico dell'agricoltura, indetto col decreto citato nelle premesse, a termini dell'art. 83 del regio decreto 29 maggio 1941, n. 489, e dell'articolo unico del decreto del Capo provvisorio dello Stato 22 agosto 1947, n. 1057:

1.	Carullo Mario	punti	22,60	su 30
2.	Di Fonzo Antonio	»	19,50	»
3.	Celoti Giovanni	»	19,33	»
4.	Spada Carlo	»	19,30	»
5.	La Stella Giuseppe	»	19,10	»
6.	Giacalone Franco	»	17,86	»
7.	Posocco Giuseppe	»	17,75	»
8.	Lamberti Augusto	»	16,87	»
9.	Trotta Tommaso	»	16,80	»
10.	Nardi Vittorio	»	15,30	»

Art. 2.

Sono dichiarati vincitori del concorso indetto per diciotto posti, dei quali otto rimangono scoperti, i signori:

1. Carullo Mario
2. Di Fonzo Antonio
3. Celoti Giovanni
4. Spada Carlo
5. La Stella Giuseppe
6. Giacalone Franco
7. Posocco Giuseppe
8. Lamberti Augusto
9. Trotta Tommaso
10. Nardi Vittorio

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 18 giugno 1949

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1949
Registro Agricoltura e foreste n. 29, *foglio n.* 332. — GIORDANO

(4181)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.